



**7<sup>ÈME</sup> RÉUNION DU GROUPE INTERNATIONAL  
DE CONTACT SUR LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**

**BRAZZAVILLE, RÉPUBLIQUE DU CONGO  
16 MARS 2015**

**ALLOCUTION DE L'AMBASSADEUR SMAÏL CHERGUI,  
COMMISSAIRE À LA PAIX ET À LA SÉCURITÉ DE L'UNION AFRICAINE**

**ALLOCUTION DE L'AMBASSADEUR SMAÏL CHERGUI,**  
**COMMISSAIRE À LA PAIX ET À LA SÉCURITÉ DE L'UNION AFRICAINE**

**S.E. Monsieur le co-Président, le Ministre Basile Ikouebe de la République du Congo,  
Monsieur le Premier ministre de la République centrafricaine,  
Mesdames et Messieurs les Ministres et autres chefs de délégation,  
Mesdames et Messieurs,**

Nous voilà de nouveau réunis dans le cadre du Groupe international de contact sur la République centrafricaine, pour examiner l'évolution de la situation dans ce pays et les efforts déployés pour mener à bien la transition en cours. Par-delà le bilan – forcément contrasté, compte tenu de la complexité des défis à relever – que nous aurons à dresser, il s'agira aussi de s'accorder sur les prochaines étapes de notre action collective en appui au Gouvernement et aux acteurs centrafricains, pour le retour à l'ordre constitutionnel dans les délais impartis.

Au nom de la Présidente de la Commission de l'Union africaine, Dr Nkosazana Dlamini-Zuma, et en mon nom propre, je voudrais vous remercier tous pour avoir bien voulu répondre à l'invitation des co-Présidents du Groupe, à savoir l'Union africaine et la République du Congo. Cette présence ministérielle importante est un puissant message de l'Afrique à l'endroit des Centrafricains pour les assurer de sa détermination à les accompagner afin de trouver une solution durable à la crise qui affecte leur pays.

C'est le lieu de réitérer notre profonde gratitude au Président Denis Sassou Nguesso, pour les efforts remarquables qu'il n'a cessé de déployer pour le retour de la paix et de la stabilité en République centrafricaine. Le fait que Brazzaville nous accueille aujourd'hui est, encore une fois, la preuve de son engagement personnel et de celui de son pays en faveur de la cause de la paix, de la sécurité et de la réconciliation en République centrafricaine.

La gratitude de l'Union africaine va également au Président Idriss Déby Itno, en sa qualité de Président en exercice de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale. En effet, le Président Déby Itno et ses autres homologues de la région continuent de faire preuve d'un engagement exemplaire. Ni la récurrence de crises en République centrafricaine, ni l'ampleur des sacrifices à consentir n'ont pu entamer leur détermination, attachés qu'ils sont à la solidarité panafricaine et conscients de l'indivisibilité de la paix et de la sécurité dans la région et sur le continent.

**Mesdames et Messieurs,**

Depuis notre dernière réunion à Bangui, il y a eu nombre de développements encourageants sur la voie d'une sortie consensuelle de la crise qui afflige la République centrafricaine. Je voudrais saluer les efforts que déploient les responsables de la transition et d'autres parties prenantes à ce processus. Ces efforts d'autant plus méritoires qu'ils interviennent dans un environnement particulièrement difficile.

L'Union africaine est encouragée par les mesures déjà prises en vue de la tenue du Forum de réconciliation nationale de Bangui, notamment les consultations organisées dans seize provinces et à Bangui, lesquelles ont pris fin le 6 mars 2015. Tout aussi prometteurs sont les

efforts entrepris pour redéployer l'administration et assurer la sécurité, l'ordre et la justice sur toute l'étendue du territoire centrafricain.

Evidemment, cette entreprise n'a rien de facile, face aux défis liés au manque de moyens financiers, à l'insuffisance des capacités humaines et à l'attitude belliqueuse sur le terrain des groupes armés, qui entretiennent l'insécurité et compliquent le processus de sortie de crise.

Dans ce contexte, je voudrais réitérer l'appel de l'Union africaine à tous les groupes armés pour qu'ils renoncent définitivement à la voie des armes. Par delà son coût en vies humaines et les destructions causées, cette violence est aussi futile, car il n'y a pas de solution militaire à la crise que connaît la République centrafricaine. Il est de l'intérêt de ces groupes de répondre à l'appel de la nation et de s'engager sincèrement en faveur du processus de dialogue et de réconciliation. Ils se doivent de mettre intégralement en œuvre l'Accord de cessation des hostilités conclu à Brazzaville en juillet 2014 et de coopérer sans réserve avec la Médiation internationale pour faciliter la conclusion, envisagée, d'un accord sur le désarmement, en prélude aux scrutins législatifs et présidentiels qui marqueront la fin de la Transition.

Parallèlement à nos exhortations au bon sens et à la recherche d'une solution politique, il importe aussi que nous fassions preuve de la détermination requise pour faire face aux auteurs de trouble. Il est en effet impérieux que nous tenions en échec tous ceux qui ne prospèrent que dans le chaos et la violence et s'entêtent à faire prévaloir leurs intérêts égoïstes aux dépens de l'intérêt général. Il s'agit ici de mettre effectivement en œuvre le régime de sanctions prévu par les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations unies. Il s'agit aussi de lutter résolument contre l'impunité, en traduisant en justice les auteurs de violations graves des droits de l'homme et d'autres exactions.

Il est également incontournable aujourd'hui de s'inscrire sous un seul processus, ce processus, et d'éviter de disperser les efforts et les énergies, pour que nous puissions atteindre nos objectifs dans les délais impartis.

Environ six mois nous séparent de la fin de la transition, prévue le 15 août 2015. Il vous souviendra que celle-ci avait été prorogée de six mois par le Médiateur international sur recommandations de notre 6<sup>ème</sup> réunion. Les autorités de la transition se doivent d'accélérer la cadence pour parachever la mise en œuvre des tâches encore pendantes, qu'elles portent sur le Forum de Bangui, dont j'ai parlé tantôt, la préparation des élections ou le redéploiement de l'administration.

**Mesdames et Messieurs,**

Je voudrais à nouveau souligner que les Centrafricains ne pourront réaliser les objectifs fixés qu'avec l'appui et l'accompagnement de la communauté internationale. Force est ici de constater que la mobilisation internationale, aussi appréciable qu'elle a été jusqu'ici, n'est pas encore à la hauteur des attentes et des besoins.

La réalisation de nombreux chantiers risque d'être compromise par l'absence de financements adéquats. Leur importance pour l'aboutissement de la transition et la stabilité à long terme de la République centrafricaine n'a point besoin d'être soulignée. Ils portent en effet sur des questions aussi cruciales que le processus électoral, les programmes de désarmement, de démobilisation et de réinsertion, la réforme du secteur de la sécurité et la justice.

Au début du mois de février 2015, le Ministre Basile Ikouebe et moi-même avons adressé une lettre à tous les acteurs internationaux ayant fait des promesses d'aide pour les exhorter à les traduire dans les faits le plus rapidement possible. Nous avons également lancé un appel aux autres membres de la communauté internationale pour qu'ils se joignent à cet élan de solidarité. Notre réunion doit être l'occasion pour tous de faire connaître les dispositions prises en ce qui concerne la mobilisation du soutien financier et technique requis. L'Union africaine se propose de verser, dans les toutes prochaines semaines, une première tranche d'un demi-million de dollars en appui au processus électoral. Parallèlement, nous apportons un appui dans le secteur de la santé à travers un partenariat avec l'ONG Médecins d'Afrique, en même temps que nous facilitons le renforcement des capacités, à travers des échanges d'expériences avec des pays africains ayant mené à bien des processus de relèvement et de reconstruction post-conflit.

À ce stade de mon propos, je voudrais réitérer le soutien de l'Union africaine à la MINUSCA que dirige, avec compétence, notre frère le Général Babacar Gaye. L'action continue de la MINUSCA, qui a pris la relève de la MISCA, il y a six mois jour pour jour, est essentielle pour la réalisation de l'aspiration des Centrafricains à la paix et à la sécurité. Je salue aussi les opérations Sangaris et EUFOR-RCA, pour l'appui déterminant apporté à la MINUSCA. La recherche de la paix postule que nous conjuguons nos efforts et renforçons les synergies entre nos organisations respectives. C'est dans cet esprit qu'après demain, à Addis Abéba, nous organiserons un séminaire de retour d'expérience avec les responsables français concernés pour tirer les leçons de la coopération entre la MISCA et Sangaris dans la conduite du processus de stabilisation initiale de la RCA. Je voudrais également renouveler ma reconnaissance au Général Jean-Marie Michel Mokoko, qui dirige la Mission de l'Union africaine à Bangui, pour l'engagement avec lequel il accomplit sa mission.

#### **Mesdames et Messieurs,**

Je renouvelle la foi de l'Union africaine en la capacité des Centrafricains à transcender leurs différences, ainsi qu'à promouvoir le dialogue et la réconciliation nationale. Je les assure à nouveau de notre détermination à continuer à les accompagner.

Plus que jamais, l'échéance d'août 2015 doit être notre objectif commun. Aucun effort ne doit être ménagé pour respecter le délai ainsi fixé à travers l'organisation d'élections législatives et présidentielles crédibles, régulières et transparentes. Ce faisant, les Centrafricains auront franchi une étape cruciale, qui ne pourra que renforcer la mobilisation de la communauté internationale et l'élan de solidarité témoigné à l'endroit de leur pays.

Je vous remercie pour votre bienveillante attention.